



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20042946

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 31 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 31 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. FALAISE » (repris par Mme Nicole DEFFEIN), autorisant à exploiter à LANDEHEN au lieu-dit « La Ville Corbelin » un élevage avicole de 82000 animaux équivalents;
- VU** la demande présentée le 3 décembre 2004 par l'installation classée « **E.A.R.L. LA VILLE CORBELIN (CORNILLET)** », sise « La Ville Corbelin » en LANDEHEN, en vue de la reprise d'un élevage avicole autorisé (82000 poules pondeuses) au nom de DEFFEIN Nicole, avec restructuration (*remplacement de 2 poulaillers vétustes et construction d'un hangar de stockage des fientes*), ainsi que l'installation d'une unité de fabrication d'engrais organique et support de cultures (rubrique 2170-2), en LANDEHEN au lieu-dit « La Ville Corbelin » (Section ZI N°43-138-160);
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

PLACE DU GENERAL DE GAULLE – BP 2370 – 22023 SAINT BRIEUC – TEL 02.96.62.44.22

- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 janvier 2005 ;
VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 13 mai 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LAMBALLE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 36900 UN, qui seront transformées en engrais normalisé NFU 42-001 puis reprises par la société « TERRIAL » (destination des déjections hors Z.E.S. et dans des cantons à moins de 140 UN/ha) ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 3 novembre 2004 avec la société « TERRIAL » - effectif concerné : 82000 pl. poules pondeuses - tonnage concerné : 984 T d'engrais ou amendements organiques ;

CONSIDERANT le compromis de vente du 30 octobre 2004 signé par le pétitionnaire et l'exploitante, Mme DEFFEIN ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une reprise d'un élevage avicole autorisé, sans modification de cheptel ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction départementale de l'Agriculture et de la forêt du 28 juin 2004 (sur avis de la section « Economie, structures et coopératives » du 15 juin 2004) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 sont modifiées comme suit :

« A. – Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. LA VILLE CORBELIN (CORNILLET) », à installer et exploiter au lieu-dit « La Ville Corbelin » (section ZI N°43-138-160) en LANDEHEN conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 82000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 82000 poules pondeuses *œuf de consommation*.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. - Il est donné acte au pétitionnaire, au titre de l'installation classée « EARL LA VILLE CORBELIN », de sa déclaration, par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 984 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après. »

ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 sont modifiées comme suit :

« 2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes .

2.2.6- installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.2.6 - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie et visiblement désigné, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2-3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

- Aménagement et exploitation :

2.3.1 - Les quatre poulaillers en exploitation avant la restructuration seront désaffectés (enlèvement des silos d'aliments et du matériel d'élevage) *dans un délai de trois mois* après la mise en exploitation du nouveau poulailler. L'épandage des fientes sera assuré par le pétitionnaire ainsi que le lavage et la désinfection. Le pétitionnaire devra ensuite maintenir les bâtiments en bonne état d'entretien ou en assurer leur démolition et la remise en état du site conformément aux réglementations en vigueur (amiante, etc.).

2.3.2 – Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3 – Que toutes les déjections soient stockées dans les ouvrages de stockage réservés à cet effet. Tout stockage de déjections sur le site, en dehors des ouvrages de stockage, sur le site d'implantation du poulailler est interdit.

2.4 – AUTRES :

2.4.1 - Tous les travaux seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte de vente. »

ARTICLE 3 -

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 sont modifiées comme suit :

« PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques sur une plate-forme couverte en annexe de son installation.

3.1 : - DISPOSITIONS GENERALES

3.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.1.2. Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.3. Dossier installation classée

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration,
- b) les plans tenus à jour,
- c) l'acte administratif réglementant l'activité,
- d) le cahier de suivi de la déshydratation des fientes,
- e) les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 : IMPLANTATION - AMENAGEMENT

3.2.1. Règles d'implantation

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

b) à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.2. Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3. Interdiction d'habitation au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4. Accessibilité - voie de circulation.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5. Installation.

3.2.5.1. - Une installation à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé permet l'obtention d'un produit destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001. Le taux de matière sèche sera égal ou supérieur à 75 % conformément à la convention signée avec la Direction des Ets TERRIAL

3.2.5.3. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.2.5.4. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.5.5. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.2.5.6. - La durée d'entreposage sur le site des fientes déshydratées sera inférieure à un an.

3.2.5.7. - La fabrique d'engrais organiques et de supports de cultures devra être fonctionnelle dans un délai de 6 mois, à compter de la notification de l'Arrêté Préfectoral.

3.2.6. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.3 : EXPLOITATION - ENTRETIEN.

3.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.3.3. Contrôle et suivi.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.3.3.1. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés journaliers.

3.3.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la déshydratation.

3.3.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3.6. Pour les produits qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.3.4 Utilisation.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH_4 , P_2O_5 , K_2O .

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

Produit utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action " nitrates".

Le produit obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Produit utilisé comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

3.4. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE

Une convention est établie avec les établissements TERRIAL de Lizio (56) qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 984 tonnes par an soit 36 900 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'éleveur
- b) les conditions de reprise
- c) les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- e) le nom du transporteur
- f)- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination)

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution. L'éleveur devra cesser sans délai l'exploitation de l'élevage.

3.5. : PREVENTION DES RISQUES INCENDIE.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;
- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

3.6. : AIR - ODEURS.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues. »

ARTICLE 4 -

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 sont modifiées comme suit :

« **RESORPTION.**

- *Transfert* : 36 900 unités d'azote. »

ARTICLE 5 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 21 novembre 1994 restent inchangées.

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LANDEHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. LA VILLE CORBELIN (CORNILLET) ».

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de LANDEHEN,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 4 JAN 2016

LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,




Jacques MICHELOT